

EXTRÊME DROITE EN EUROPE : UNE ANALYSE GÉOPOLITIQUE

Béatrice Giblin

La Découverte | *Hérodote*

2012/1 - n° 144
pages 3 à 17

ISSN 0338-487X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-herodote-2012-1-page-3.htm>

Pour citer cet article :

Giblin Béatrice, « Extrême droite en Europe : une analyse géopolitique »,
Hérodote, 2012/1 n° 144, p. 3-17. DOI : 10.3917/her.144.0003

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Extrême droite en Europe : une analyse géopolitique

Béatrice Giblin

La montée électorale dès le début des années 1980 du Front national (FN), créé en 1972, a fait de la France une exception en Europe. On sait que ce n'est plus le cas et que, dans nombre de pays européens, non seulement les partis d'extrême droite obtiennent désormais des scores comparables à ceux du FN et parfois supérieurs, mais aussi que le système électoral leur permet de faire partie de coalitions gouvernementales, pour constituer des majorités de droite. On se souvient que l'Autriche fut le premier État européen à avoir une coalition gouvernementale dans laquelle se trouvaient des élus du parti d'extrême droite FPÖ. C'était une première depuis la Seconde Guerre mondiale, et l'émoi politique fut grand dans les pays de l'Union européenne (UE) car on se souvenait que la population autrichienne, dans sa grande majorité, avait été favorable à l'*Anschluss* et que les responsables politiques étaient, à l'image d'un Kurt Waldheim, pour partie les mêmes que durant cette triste période. Depuis, la présence de ministres d'extrême droite dans certains gouvernements européens ne suscite plus des réactions aussi fortes, sans doute parce que leur histoire n'est pas identique à celle de l'Autriche, sans doute aussi parce que la mise au ban des Autrichiens n'a eu aucun effet, le FPÖ ayant continué de prospérer y compris après la mort accidentelle de son leader Jörg Haider en 2008. En 2011, on voit combien les dirigeants de l'UE et la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, sont inquiets de la dérive autoritaire nationaliste du gouvernement hongrois dirigé par le Fidesz et son leader Viktor Orban, mais sans avoir guère plus de moyens de s'y opposer qu'une lettre officielle de mise en garde. Viktor Orban, sûr du soutien de la majorité des Hongrois, défie l'UE en faisant voter des lois jugées incompatibles avec la législation communautaire : loi qui limite la liberté de la presse, loi sur les cultes religieux, loi électorale qui permet aux Hongrois des États voisins de voter pour les listes de partis.

Les politologues sont bien évidemment nombreux à s'intéresser à ce phénomène du développement de l'extrême droite en Europe [Perrineau, 1988 ; Camus, 1998] et s'attachent à en montrer les spécificités, extrême droite, droite populiste, droite radicale. Ces travaux très utiles n'intègrent que rarement une approche géographique, même si la cartographie électorale y est désormais très présente. À l'approche localisée des résultats électoraux, l'approche géopolitique ajoute l'analyse au plan local du contexte économique social et culturel, et prend aussi en compte l'importance des représentations liées à la nation dans le comportement politique.

Nous ne distinguerons pas dans cet article les partis classés par les spécialistes de science politique à l'extrême droite de ceux classés dans la droite radicale ou populiste, différence à prendre en compte dans une analyse de science politique mais qui l'est beaucoup moins dans une approche géopolitique et nous allons voir pourquoi. Nous parlerons donc ici des partis d'extrême droite même si, à l'image du FN de Marine Le Pen, les thèmes classiques de ces derniers – antisémitisme, opposition à la laïcité, défense de la chrétienté occidentale, opposition à l'avortement et à l'homosexualité – ne sont plus mis en avant, même s'ils n'ont pas disparu des convictions de nombre de militants. Et bien que les leaders des partis de droite populiste, comme en Scandinavie, veulent apparaître comme n'ayant rien de commun avec l'extrême droite classique – condamnant d'ailleurs les propos publics racistes et xénophobes de leurs militants ou sympathisants, ce qu'on ne peut qu'approuver –, cela ne signifie pas que les discours et comportements racistes et xénophobes aient réellement disparu.

Il faut encore que soient bien distingués les différents sens que prend le terme « nationaliste ». Ce terme est, à l'évidence, chargé de valeurs positives quand il s'agit de combattants en lutte pour l'indépendance de leur pays. En revanche, dans les États indépendants où il n'est plus question depuis longtemps de lutte pour l'indépendance, le qualificatif de nationaliste prend un sens nettement péjoratif. En effet, ceux qui se revendiquent nationalistes se présentent comme les « vrais » défenseurs de la nation, farouchement opposés aux représentants de la majorité du peuple, accusés de « brader » les valeurs nationales, de fragiliser l'identité nationale, voire même d'abandonner la nation aux étrangers.

Ni la fin de la Nation ni la fin des territoires

Rappelons qu'*Hérodote* s'est depuis longtemps intéressé au vote FN, peu après sa percée aux élections européennes de 1984 [Giblin, 1986] et particulièrement à sa géographie abordée par plusieurs auteurs de la *Géopolitique des régions françaises* [Lacoste, 1986]. Nous étions déjà convaincus que cette percée n'était

nullement un accident. Pour nous, l'affaire était sérieuse et la suite l'a prouvé. En 1986, la géographie électorale du FN concernait en majorité les zones traditionnelles du vote de gauche. Le point commun de cette géographie du vote FN, que ce soit dans le midi, le nord de la France ou la « banlieue rouge », était la présence d'une population immigrée maghrébine, que celle-ci soit française ou non. En 1988, dans le numéro intitulé *La France, une nation, des citoyens*, je publiais deux articles sur le vote FN : « Le vote Front national, un vote raciste ? » et « Le vote Front national dans une région de gauche ». Ainsi, prenant l'exemple de Roubaix, une cartographie à grande échelle, c'est-à-dire à l'échelle des quartiers, voire des bureaux de vote, montrait clairement la corrélation entre vote FN et présence immigrée (à forte proportion d'origine maghrébine dans cette ville). Mais ce qui était aussi très intéressant à noter, c'est que cette présence ancienne (dès le début des années 1960) et antérieure au regroupement familial (1976), même si celui-ci était devenu plus important, n'avait suscité pendant plusieurs années aucun vote hostile. Peut-être faute d'offre électorale, et sans doute parce que les conditions économiques n'étaient pas aussi mauvaises que celles des années 1980. La crise du textile était passée par là, le chômage y était parmi les plus élevés de France et les chiffres de la délinquance avaient brusquement flambé en quelques années, touchant en tout premier lieu les quartiers populaires [Alidières, 2006]. Il en était de même dans les cités des banlieues parisiennes, lyonnaises, grenobloises, niçoises et marseillaises — au sens où les quartiers nord, bien que sur le territoire communal, peuvent être comparés à des cités de banlieues, ce que les travaux de Sebastian Roché confirmaient au début des années 1990.

Dans l'éditorial de ce numéro d'*Hérodote*, Yves Lacoste rappelait l'importance de l'idée de Nation jugée alors par beaucoup au mieux ringarde, au pire dangereusement de droite, qu'il développera près de dix ans plus tard dans l'ouvrage *Vive la Nation* [Lacoste, 1997]. L'intuition, ou mieux la conviction de Lacoste était que ce vote pour le Front national dans les quartiers populaires était dû aussi au fait que Le Pen était le seul à parler de la Nation, en faisant une valeur importante, voire essentielle, à l'heure où la gauche, mal à l'aise avec la Nation en particulier après la guerre d'Algérie, parlait de la République. Or les deux termes ne sont pas équivalents. Un régime politique ne suscite pas au sein de la population un attachement aussi fort que l'idée de la nation. Après plusieurs débats entre les membres de l'équipe d'*Hérodote* et autant de recherches, je publiais un article « L'immigration et la nation : un problème géopolitique », dans lequel étaient abordées, entre autres, l'immigration musulmane et sa manipulation par le FN.

Pourquoi ce rappel ? Parce que je pense que le vote en faveur des partis d'extrême droite dans nombre de pays européens a pour cause principale le rejet de l'immigration musulmane, vue par certains citoyens comme une menace sur l'identité nationale et les valeurs de la Nation. Dans notre conception de la

géopolitique, la Nation est un concept fondamental qui doit être pris en compte, et ce quelle que soit la définition qu'en donnent les élites intellectuelles et politiques, que cette définition soit ouverte et généreuse comme celle que partage la majorité des Français, une nation politique formée de citoyens, ou qu'elle soit fermée et exclusive, comme dans certains pays européens, une nation ethnique où le sang commun est le facteur essentiel d'unité. Il est néanmoins un point commun à ces définitions opposées : c'est l'attachement au territoire car il n'existe pas de Nation sans territoire¹ [Lacoste, 1993].

Or, dans certains quartiers fortement ségrégués tels que les Zones urbaines sensibles (ZUS)² où se trouve concentrée une population « noire et arabe », même si celle-ci est toujours minoritaire et souvent de nationalité française, celle-ci est toujours vue comme étrangère par la population « blanche », française, et que celle-ci soit d'origine immigrée ou non.

La France est un vieux pays d'immigration, dont les migrants et leurs familles – qu'ils fussent italiens, polonais, flamands – ont aussi connu des conditions de vie difficiles et furent aussi fortement rejetés pendant la crise économique du début des années 1930, voire perçus comme étant incapables de s'intégrer à la nation [Noiriel, 1988]. Une partie de ces migrants et de leurs descendants, français à part entière et fiers de l'être, peut même parfois voter pour le FN, et ce justement au nom de la défense de la nation qu'ils ont choisie car il faut bien qu'elle ait quelque valeur pour justifier à leurs yeux le sacrifice de l'abandon de leur nation d'origine et le fait d'avoir supporté des conditions de vie difficiles pendant de longues années. Prenons l'exemple du bassin minier du Pas-de-Calais où les mineurs étrangers, belges mais surtout polonais, italiens, marocains, sont venus nombreux travailler à la suite des deux guerres mondiales pour relancer l'extraction minière et gagner la fameuse « bataille du charbon » (objectif : atteindre 100 000 tonnes par jour en 1946). On sait combien, depuis l'arrêt définitif de l'extraction (1991), la situation économique et sociale reste plus que difficile (taux de chômage : 15 %) malgré les efforts colossaux entrepris par l'État sous la pression permanente des élus régionaux et locaux. Compte tenu de la domination électorale de la gauche

1. Le contre-exemple toujours cité de la nation rom sans territoire est peu convaincant. Cette représentation de l'existence d'une nation rom est en effet récente et construite à l'initiative d'un petit groupe d'intellectuels et n'est pas partagée par l'ensemble de Roms dispersés en Europe. Ainsi, en France, les gens du voyage sont hostiles à la présence des Roms venus de Roumanie, avec lesquels ils ne veulent surtout pas être confondus.

2. 751 ZUS en France principalement en Île-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Corse et DOM ; la proportion de population d'origine étrangère (étrangers ou Français par acquisition) y est deux fois plus élevée dans les ZUS (17,5 %) que dans le reste de ces agglomérations (INSEE, 2010).

depuis des décennies, au niveau local, départemental et régional, celle-ci est logiquement rendu responsable par une partie des habitants de la permanence des difficultés économiques et sociales qu'ils rencontrent. On comprend alors le choix stratégique de Marine Le Pen de s'implanter à Hénin-Beaumont, au cœur du bassin minier à proximité de Lens, sur une idée d'un militant FN de la ville, Steeve Briois, désormais l'un de ses plus proches collaborateurs. Les malversations financières du maire PS d'Hénin-Beaumont et de ses proches, l'endettement colossal de la municipalité lui assurent un électorat populaire de plus en plus révolté et en colère. Parce que déçue par la gauche, seule une très faible partie de cet électorat rejoint les rangs de l'extrême gauche. En revanche, le discours « tous pourris » de Marine Le Pen mais aussi le travail social des élus municipaux FN auprès des habitants séduisent de nombreux électeurs. Marine Le Pen est ainsi confortablement élue au conseil municipal d'Hénin-Beaumont. Cependant, le discours sur la défense des classes populaires et sur son engagement à lutter avec elles lui suffit, car, contrainte par le cumul des mandats (députée européenne, élue au conseil régional et au conseil municipal), elle a choisi d'abandonner le moins rémunéré des trois, c'est-à-dire son mandat municipal (le fidèle Steeve Briois est chargé d'assurer la garde locale).

Des situations européennes avec des points communs

Dans le contexte actuel de la mondialisation économique, qui est rendue directement responsable des délocalisations des entreprises industrielles et donc du chômage, l'étranger, ou celui dont on se représente qu'il l'est même s'il ne l'est pas, sert, on le sait, de bouc émissaire.

Dans le raisonnement simpliste et surtout démagogique du FN, qui n'a pas changé sur le fond quoique Marine Le Pen essaie de le faire croire³, l'immigration est la source de tous les maux de la France : chômage, délinquance, insécurité, déficits publics aggravés par le coût des prestations sociales versées aux étrangers et à leurs familles. Une affirmation d'autant plus scandaleuse que l'on sait que les comptes de la Sécurité sociale seraient encore plus déficitaires sans les travailleurs étrangers (audit des parlementaires de la politique d'immigration, d'intégration et de codéveloppement, mai 2011).

3. Voir les trois ouvrages parus en 2011 : Fourest-Venner et Monnot-Mestre qui sont des enquêtes sérieuses sur l'entourage de Marine Le Pen, et celui de Parizot et Lapresle qui fait une analyse fouillée des discours de Marine Le Pen.

Mais si l'immigration reste au centre des discours du FN, elle est désormais présentée comme étant surtout menaçante parce que musulmane. Ce discours trouve écho et crédibilité à cause du terrorisme islamique depuis les attentats de New York le 11 septembre 2001 et ceux de Madrid (mars 2004) et de Londres (juillet 2005). Et s'il n'a pas (encore) touché le territoire national grâce à l'action efficace de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), des Français en sont néanmoins victimes à l'étranger en étant otages de l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique – Niger, Mali). Un contexte exploité sans vergogne pour laisser entendre qu'en tout musulman, français ou étranger, sommeille un islamiste potentiel.

Dans un pays comme la France, où pourtant l'immigration parce qu'ancienne est un phénomène connu et dont on sait que l'intégration ne se fait pas sans hostilité et demande du temps (parfois plus de deux générations), le discours sur l'impossible intégration des migrants musulmans rencontre un écho certain, encore accru par l'amalgame musulman/islamiste. On peut donc imaginer que, dans les pays où l'immigration est un phénomène récent, ce discours puisse trouver encore plus facilement un écho favorable. C'est le cas dans les pays scandinaves ou dans des pays qui furent des pays d'émigration et qui sont devenus des pays d'immigration comme l'Italie et l'Espagne.

La tragédie de la folie meurtrière de ce trentenaire norvégien à l'été 2011 ne doit-elle rien aux discours des militants d'extrême droite nationalistes qui dénoncent par le canal d'Internet la menace que ferait peser le monde musulman sur l'Occident chrétien et sur la Norvège blonde aux yeux bleus ? Internet est en effet une formidable aubaine pour ces militants : tout peut se dire, s'écrire et se diffuser sans risque. Les réseaux sociaux, dont on a dit qu'ils avaient joué un rôle certain dans la mobilisation des manifestants tunisiens ou égyptiens, du moins pour ceux et celles qui ont un téléphone portable et accès à Internet, jouent aussi un rôle dans la diffusion des idées populistes et démagogiques de l'extrême droite. Sans être numériquement très nombreux, avec des sites bien répertoriés on peut désormais toucher un très grand nombre de gens.

Selon les partisans d'extrême droite, face à cette supposée menace que ferait peser l'immigration musulmane sur la nation chrétienne occidentale, celle-ci doit être protégée. Le contrôle des frontières doit donc être renforcé pour bloquer l'arrivée de nouveaux migrants de confession musulmane. L'argumentation repose sur une représentation doublement fautive : les arrivées massives et totalement incontrôlées des migrants, et les effets positifs du blocage total des frontières sans dire ses effets négatifs puisque fortement préjudiciables à l'activité économique. Les migrants clandestins qui arrivent, souvent au péril de leur vie, à passer entre les mailles du filet des radars côtiers et autres contrôles aéroportuaires ou portuaires sont de moins en moins nombreux, ce qui a d'ailleurs conduit les militants des

associations de défense des étrangers à présenter l'UE comme une forteresse, quand les militants d'extrême droite la présentent toujours comme une passoire. À leurs yeux, la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'espace Schengen est vue comme le cheval de Troie qui permet l'arrivée incontrôlée de migrants. Dès lors, l'UE n'apparaît plus comme un projet politique et économique aux effets positifs – la paix durable entre anciens ennemis, la forte croissance des échanges commerciaux, la fin d'une concurrence monétaire préjudiciable aux uns et aux autres – mais comme une entreprise qui contribue à fragiliser la nation en facilitant l'immigration, en mettant en concurrence des ouvriers européens aux salaires inégaux, les salariés les mieux payés voyant leurs emplois délocalisés dans les pays de l'UE où les ouvriers sont beaucoup moins payés.

L'euro n'est plus une monnaie qui préserve des dévaluations inflationnistes. Il est seulement une monnaie qui a renchéri le coût de la vie quotidienne et qui affaiblit la souveraineté nationale puisque les dévaluations ne sont plus possibles. Ces dernières sont présentées comme permettant de relancer les exportations. Sans vouloir voir, d'ailleurs, qu'elles augmenteraient d'autant le coût des importations (le pétrole par exemple) et que l'épargne, si forte en France, perdrait de sa valeur au rythme des dévaluations successives. Sans parler de cette proposition invraisemblable de Marine Le Pen : « 1 nouveau [sic] franc équivaldrait à 1 euro ». Les Français verraient donc leur épargne perdre plus de six fois sa valeur puisque 1 000 euros équivaldraient alors à 1 000 francs et non plus à 6 500 francs ! Mais plus le discours est assuré, la formule percutante et l'argumentaire simpliste, plus le téléspectateur (plus encore que l'auditeur car Marine Le Pen passe très bien à la télévision) a l'impression de comprendre une situation qui lui paraissait compliquée et les solutions proposées qui paraissent frappées au coin d'un bon sens fallacieux.

Des situations européennes pour partie uniques

Ces ressorts communs à la montée de l'extrême droite en Europe que sont l'immigration musulmane, la mondialisation (à laquelle la désindustrialisation⁴ et la montée du chômage sont associées) et l'UE – surtout depuis la crise financière de la Zone euro en 2010-2011, accusée d'être responsable de l'abandon de la souveraineté nationale sur la monnaie – ne suffisent cependant pas à effacer les particularités des situations nationales de chaque État. C'est pourquoi nous avons

4. Même si ce n'est pas forcément le cas, comme le montre l'exemple de l'Allemagne, mais plutôt le résultat d'un choix d'orientation économique vers les services et la finance.

choisi de présenter diverses situations européennes pour mieux les comprendre, sans oublier de nous intéresser à la Russie. D'une part, parce que l'évolution politique de la Russie concerne bien évidemment l'UE [*Hérodote*, n° 138, 2010] et, d'autre part, parce que des partis d'extrême droite tels que le FN de Marine Le Pen, voient en la Russie un partenaire majeur de leur politique étrangère, ce qui est justifié aussi par leur détestation des États-Unis et surtout celle de leur domination économique. Le discours et la politique de Poutine destinés à rétablir la grandeur de la Russie, autrement dit le respect que l'on doit à toute grande nation, pour partie aussi parce qu'on la craint, et le rôle du chef incontesté dans ce rétablissement ne peuvent en effet que séduire les partisans de l'extrême droite.

Même si dans tous les partis d'extrême droite on retrouve la représentation selon laquelle la nation doit être protégée d'une menace qui pourrait mettre son existence en péril, les ressorts de la montée des partis d'extrême droite de l'Europe de l'Ouest ne sont pas exactement similaires à ceux de l'Europe de l'Est. De plus, l'extrême droite ne rencontre pas forcément le même écho dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest.

Droitisation des politiques publiques

Dans les petits États de l'Europe du Nord, tels que les Pays-Bas ou les pays scandinaves, l'image positive de leur exemplarité sociale et démocratique a été quelque peu écornée par les résultats électoraux des partis politiques de la droite radicale (voir l'article de Cyril Coulet). Une fois encore, il n'est nul besoin que les migrants soient très nombreux pour susciter une franche hostilité parmi les électeurs. La manipulation médiatique de conflits religieux et sociétaux entre des familles migrantes musulmanes islamistes et la société d'accueil, a des effets supérieurs à ce que le nombre réel de migrants laissait supposer. En outre, du fait de leur présence indispensable pour assurer la majorité dans des coalitions gouvernementales de droite, l'influence politique des partis populistes de droite se fait désormais sentir dans l'orientation des politiques publiques.

De plus, même si les scores de ces partis ne sont élevés que dans quelques villes ou quartiers, leurs discours sont repris par les partis classiques dans le but de conserver ou récupérer l'électorat séduit par les solutions simplistes et radicales de l'extrême droite. Ces solutions sont d'autant plus crédibles qu'elles n'ont jamais été mises en œuvre et donc n'ont jamais déçu. C'est ce qu'illustrent les discours de ceux qui constituent au sein de l'UMP (Union pour un mouvement populaire) la droite populaire qui reprennent sans états d'âme les arguments du FN. Ils le font avec d'autant plus d'ardeur qu'ils sont confortés dans leur stratégie électorale par la politique du ministre français de l'Intérieur, Claude Guéant, mise en

œuvre sur injonction du président Sarkozy. Or non seulement ce calcul électoral⁵ est condamnable car il contribue à légitimer les solutions fallacieuses prônées par le FN, mais il risque de conforter les électeurs du FN dans leur choix. Ceux-ci préféreront sans doute choisir l'original à la copie, original dont ils n'ont encore jamais fait l'expérience au niveau national. Rappelons que dans les quelques villes du midi de la France où il y eut des municipalités FN, leur mandat ne fut guère concluant ni sur le plan de la lutte contre la corruption, ni sur celui de l'emploi, ni même sur celui de l'insécurité et encore moins sur celui de la gestion des finances municipales. Rappelons aussi que, jusqu'à la prise de position très ferme de Jacques Chirac en 1995 dans le refus de toute alliance avec le FN, la droite libérale comme le RPR n'avaient pas eu tant de scrupules à la fin des années 1980 et au début des années 1990 pour faire alliance avec le FN afin d'emporter quelques majorités régionales comme en PACA [Lefevre, 2005]. Comment affirmer que, pour assurer par exemple une majorité de droite à l'Assemblée nationale, il n'y aurait pas quelques désistements en faveur de candidats du FN mieux placés pour faire barrage à un candidat de gauche ? Et ce d'autant plus facilement que Marine Le Pen et ses conseillers ont mis en place une stratégie de « dédramatisation » du FN depuis que le père fondateur a laissé sa place à sa fille. Une stratégie apparemment efficace au vu des intentions de vote qu'indiquent les sondages (19 % à cent jours de l'élection présidentielle) bien que Marine Le Pen revendique un soutien sans faille à son père dont elle n'a jamais désavoué publiquement les prises de position ou propos les plus scandaleux.

À première vue on pourrait se dire que des pays européens résistent mieux que d'autres à l'idéologie nationaliste du repli sur soi. Les scores de l'extrême droite sont en effet faibles en Grande-Bretagne et en Espagne. Cependant, l'article de Kevin Braouezec sur le vote des électeurs du Labour Party pour les candidats du British National Party (BNP) dans certains districts de l'Est londonien montre que les conditions d'une montée des partis d'extrême droite sont bien présentes, surtout si la crise économique s'installe plus durablement. Dans cet exemple, le sentiment de ne plus être chez soi et d'être en train de devenir une minorité blanche, bien qu'étant anglais depuis des générations [Giblin, 2011], radicalise le vote de ces électeurs fidèles au Labour, là aussi depuis plusieurs générations. En vérité, la plupart d'entre eux choisissent l'abstention, mais ceux qui votent pour le BNP le font car ils pensent ainsi défendre leur identité nationale. La radicalisation des militants de l'English Defence League (EDL), créée en 2009, donne une

5. Mais est-ce seulement un calcul, car il y a peut-être aussi une analyse commune de la situation entre la droite populaire et l'extrême droite et des visions de la Nation qui ne sont peut-être pas si éloignées l'une de l'autre ?

petite idée de la violence que peuvent atteindre ces mouvements d'extrême droite encore fort heureusement très minoritaires.

Le nationalisme régional

Il y a déjà quelques années, nous avons écrit que le nationalisme régional pouvait séduire les partis d'extrême droite [*Hérodote*, n° 95, 1999]. On le constate en Italie avec les succès électoraux de la Ligue du Nord ou en Belgique, avec ceux du Vlaams Belang et du NV-A (Nouvelle alliance flamande). Ce dernier obtient près de 30 % des voix aux élections fédérales de juin 2010, et le Vlaams Belang et la Lijst Dedecker⁶ obtiennent ensemble 13 %, c'est une contre-performance pour le Vlaams Belang qui résiste surtout dans son fief d'Anvers. Cette différence est due au rejet par les classes moyennes et éduquées de la radicalité du Vlaams Belang qui séduit les classes ouvrières et peu qualifiées et qui sont de moins en moins nombreuses. Le NV-A apparaît plus fréquentable, le régionalisme radical n'étant pas ouvertement xénophobe et raciste.

Dans ce dernier cas, le poids élevé de ce parti a permis de bloquer la formation d'un gouvernement belge pendant 534 jours, un record ! Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : la faiblesse du sentiment national belge ; la revanche des Flamands sur la domination politique, culturelle et économique exercée par les francophones, qu'ils fussent wallons ou bruxellois voire même flamands, les bourgeois frans-quillons⁷, la bonne santé économique de la Flandre (taux de chômage de 6,4 % en 2010) comparée au déclin économique de la Wallonie (taux de chômage de 17 %). Il est vrai que les Wallons ne peuvent se passer des aides sociales fédérales en grande partie financées par les contributions flamandes (chaque Flamand paie par jour à l'État fédéral 2,50 €, quand chaque Wallon en reçoit 4,50 €).

Mais ce sont sur de tout petits territoires que les revendications nationalistes flamandes extrémistes se font le plus sentir. Le règlement des tensions politiques entre Flamands, Bruxellois et Wallons s'est fait en accordant, à chaque crise sérieuse, une autonomie toujours plus grande aux régions, au point que la Belgique, grande comme la Bretagne, est désormais un État fédéral. La fixation définitive, en 1962, de la limite linguistique entre la langue flamande et le français wallon fut une grande victoire flamande. En effet, hormis dans les communes

6. Parti indépendantiste qui n'existe que grâce à son leader Jean-Marie Dedecker et ne score que dans sa ville Nieuport.

7. Appellation péjorative des Flamands qui s'exprimaient en français.

à facilités⁸ où l'on peut s'exprimer publiquement dans les deux langues, peu nombreuses et proches de la frontière linguistique ou de la région de Bruxelles (où 80 % de la population est francophone), tout francophone qui s'installe dans une commune flamande doit s'exprimer en flamand dans les services publics au nom de l'unilinguisme régional décidé en 1932, et il ne peut voter que pour des partis flamands. Or il existe un canton électoral et judiciaire — le fameux canton Bruxelles-Halle-Vilvoorde (BHV) — qui est à cheval sur le territoire de la région de Bruxelles et sur celui de la Flandre, ce qui en fait un canton bilingue. C'est pourquoi les francophones installés dans des communes flamandes sans facilités sont autorisés à voter pour des partis francophones, ce que les nationalistes flamands du Vlaams Belang et du N-VA n'acceptent plus, qui réclament donc à cor et à cri la division de ce canton. Mais diviser ce canton risque d'accroître le territoire de la région de Bruxelles aux dépens de celui de la Flandre. Les six communes limitrophes de la région Bruxelles sont donc un enjeu géopolitique : les francophones souhaitent qu'elles soient rattachées à la région Bruxelles, ce que les Flamands refusent obstinément. Si l'acquisition de la nationalité par le droit du sol apparaît comme plus ouverte et généreuse que le droit du sang, il n'en est rien dans le cas de la Flandre. Le droit du sol est en effet le moyen d'assurer que toute personne née sur le territoire flamand est obligatoirement flamande même si elle parle français et souhaite ne pas être flamande.

En Espagne, la percée du parti d'extrême droite Plataforma en Catalogne (voir l'article de Hassen Guedioua) a surpris les analystes électoraux, d'autant plus qu'on s'y attendait sans doute encore moins qu'ailleurs en Espagne. On y tient en effet le discours, y compris parmi les nationalistes indépendantistes catalans, de la « Catalogne accueillante », terre d'immigration aux traditions intégratrices (en vérité surtout s'il s'agit d'Espagnols venus travailler en Catalogne, beaucoup moins avec les « Moros », les travailleurs marocains). L'Andalousie aurait moins surpris au vu des émeutes anti-immigrés qui ont eu lieu à El Ejido en 2000. La brutalité et la gravité de la crise économique ont logiquement conduit à la défaite du gouvernement socialiste mais aussi à la majorité absolue pour le parti populaire de droite et à la percée de nouveaux partis. La suite électorale et politique est à venir.

8. Le tracé précis de la frontière linguistique nécessite de trouver quelques arrangements pour les communes qui se trouvent à proximité quand le pourcentage de population qui parle l'autre langue atteint 30 %, c'est ce qu'on a appelé le bilinguisme externe dans les communes à facilités, car on y tolère que la population francophone en Flandre ou néerlandophone en Wallonie puisse s'exprimer dans sa langue pour les questions administratives et judiciaires.

L'inacceptable amputation du territoire national

Le lien entre la Nation et le territoire est particulièrement fort, j'allais écrire charnel, il suffit d'évoquer la défense du territoire de la Patrie, «aux armes citoyens!», la reconquête des provinces perdues, telles que l'Alsace-Lorraine, la question des territoires irrédentistes ou l'espoir jamais totalement abandonné de réunir dans un même ensemble territorial tous ceux qui parlent la même langue. Les années 1990 avec le démantèlement de la Yougoslavie ont vu se réveiller les nationalismes balkaniques. En Slovénie, la Carinthie et, en Serbie, le Kosovo sont régulièrement évoqués par des formations politiques ou des groupuscules. L'un des ressorts du succès des partis de la droite nationaliste radicale en Serbie ou en Slovénie, même si le degré de radicalité et l'importance électorale diffèrent fortement entre les deux États (voir article de Laurent Hassid), est sans nul doute dû à la perte de territoires, soit récemment dans le cas de la Serbie, soit anciennement dans le cas de la Carinthie (1920, alors même que la Slovénie n'était pas un État indépendant). Les partis extrémistes jouent de la représentation de «nation victime» de l'ingérence occidentale. À cet irrédentisme s'ajoute le rejet des populations allogènes non serbes et non slovènes, avec un rejet encore plus fort des populations musulmanes. La stratégie nationaliste serbe a essayé de réunir dans un même ensemble politique tous les territoires peuplés de Serbes pour former la Grande Serbie, Serbes de Bosnie, Serbes de Croatie, et pour atteindre ce but les moyens de la guerre furent employés pour faire fuir les «autres», les Musulmans et les Croates de Bosnie, les Albanais musulmans du Kosovo. On sait les conséquences dramatiques de cette violente politique de nettoyage ethnique et combien son échec a coûté cher aux Serbes. Cependant, la sensibilité nationaliste est loin d'être calmée.

L'extrême droite allemande, très contrôlée par différentes instances étatiques, ne joue pas la carte des territoires perdus. Cependant, même si la référence aux territoires perdus n'est pas explicite, celle à la nation allemande, avec des accents qui évoquent un passé où elle était la plus puissante d'Europe, est bien présente comme le montre l'article de Delphine Iost qui a étudié les textes diffusés par l'extrême droite sur Internet ou par l'intermédiaire de textes de chansons. La glorification de l'âme allemande, sous-entendu de sa supériorité sur les autres peuples, rappelle de mauvais souvenirs. La vigilance extrême des démocrates allemands de droite comme de gauche donne à penser que cette résurgence restera sous contrôle.

La situation de la Hongrie est très différente et plus préoccupante. Si les erreurs de gestion des précédents gouvernements de gauche, si la corruption de certains de leurs ministres et de leurs proches, si la situation économique catastrophique du pays expliquent la majorité absolue du parti de droite hongrois, le Fidesz, sa dérive autoritaire est d'un autre ordre et évoque des périodes fâcheuses de l'histoire politique hongroise. Or le Fidesz peut d'autant plus compter sur le soutien d'une

majorité de Hongrois qu'il peut apparaître comme un parti de droite classique, venu au pouvoir très légalement, car il a à sa droite un parti beaucoup plus extrémiste encore : le Jobbik – L'Alliance des jeunes de droite-Mouvement pour une meilleure Hongrie (*Jobbik* en hongrois signifie « le plus à droite et le meilleur »). Ce parti très récent, créé en 2003, prône l'idéologie traditionnelle de l'extrême droite, la chrétienté, la famille, le rôle d'autorité de l'État, l'antisémitisme, et ses militants entretiennent le souvenir d'Horthy, dirigeant de la Hongrie entre les deux guerres, nationaliste autoritaire et antisémite soutenu par les gouvernements allemand et italien. Le FN de Marine Le Pen entretient de bonnes relations avec ce parti. Les Roms sont pour ces deux partis très utiles. Pourchassés par les militants Jobbik, les Roms fuient vers d'autres pays comme la France, ce qui permet au FN d'agiter la menace de l'invasion des étrangers et de l'insécurité.

Ce succès de la droite nationaliste et de l'extrême droite⁹ ne s'explique pas seulement par le contexte économique et financier difficile de la Hongrie. Il y a assurément depuis deux ou trois ans dans une partie de la population hongroise un fort rejet de l'UE, accusée de vouloir exercer un droit de regard sur la politique hongroise et donc d'attenter à sa souveraineté nationale. Or ce sujet est très sensible pour de nombreux Hongrois. En effet, la perte des deux tiers de son territoire à l'issue de la Première Guerre mondiale reste un souvenir douloureux, ce qui est compréhensible, et très présent. Ainsi, la fameuse carte rouge¹⁰ [Kubassek, 2011] est largement diffusée sur tout type de supports : autocollant pour les automobiles, set de table, carte postale, décoration pour fond de vitrine, illustrant la force de la représentation du territoire national dans l'imaginaire d'un peuple, même si les Hongrois dans leur très large majorité savent très bien que ces territoires sont à jamais perdus (les conséquences de l'alliance avec l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale dans l'espoir de les récupérer est encore dans les mémoires). De plus, les Hongrois ne souhaitent pas voir arriver les Hongrois des pays voisins, ce qui ne ferait qu'accroître, pensent-ils, leurs difficultés économiques. Néanmoins, l'utilisation par les partis de droite nationaliste de cette blessure nationale s'avère efficace pour attirer des électeurs de tous âges. Orban vient d'ailleurs de décider la suppression de l'appellation République de Hongrie, pour celle de Hongrie.

9. Le Jobbik obtient, en 2009, 3 élus sur 22 au Parlement européen, près de 15 % des voix, et en 2010, aux élections législatives de Hongrie, 47 sièges, plus de 17 % des voix.

10. Carte réalisée à partir de 1918 par le géographe hongrois Pal Teleki pour représenter la répartition spatiale des nationalités en Hongrie et montrer ainsi l'importance du territoire où les Hongrois sont nettement majoritaires. Le choix du rouge pour les Hongrois (orange pour les Allemands, violet pour les Roumains et vert pour les Slovaques) est à l'origine de cette référence constante à la « carte rouge ».

Enfin, le réveil d'un nationalisme russe d'extrême droite a lui aussi, parmi ses ressorts, le désir de retrouver la puissance perdue de la Russie, si ce n'est celle de l'Union soviétique. Une fois au pouvoir, Vladimir Poutine a souhaité mettre un terme au dépeçage du territoire russe en reprenant la guerre en Tchétchénie, république fédérée de Russie et qui n'avait donc aux yeux de Poutine aucun droit à l'indépendance à la différence des républiques fédérées de l'Union soviétique. Cependant, l'article d'Anastasia Mitrofanova sur les nationalismes russes montre que le nouveau nationalisme russe, celui qui prospère depuis les années 2000, se distingue fortement du nationalisme russe traditionnel. En particulier, son rejet de toute immigration et plus encore celui de l'immigration musulmane (Azerbaïdjanais, Tatars, populations caucasiennes) amène les militants de ce mouvement à se rapprocher d'Israël, vu comme un rempart contre l'islam, ce qui par conséquent désamorce l'antisémitisme qui fut à la base du nationalisme russe du XIX^e siècle. Le rejet de l'immigration musulmane est donc bien le point commun de nombreux nationalismes européens, russe compris.

Conclusion

On ne peut donc qu'être préoccupé par la montée des discours nationalistes et surtout leur banalisation dans des partis qui se disent modérés afin d'attirer le plus grand nombre possible d'adhérents. C'est pourquoi ils se sont éloignés à la fois des accoutrements des skinheads, des discours ouvertement racistes et interdisent à leurs militants de provoquer la bagarre avec les Arabes et les Juifs. Leur vision du rôle de l'État varie selon les cas. Le nouveau nationalisme russe rejette toute intervention économique et sociale étatique (du fait d'un mauvais souvenir du centralisme soviétique ?); en revanche, le FN nouveau prône le rôle actif et protecteur de l'État contre les capitalistes prédateurs qui appauvrissent les plus faibles. C'est presque un bouleversement dans l'idéologie classique de l'extrême droite où les faibles sont méprisés et les forts glorifiés.

Dans un contexte économique difficile, où chacun peut avoir le sentiment qu'il subit les conséquences des choix scabreux d'acteurs économiques soucieux de profits rapides et élevés, le discours nationaliste dont seule l'apparence est modérée et qui dénonce avec force et simplisme le « tous pourris » des responsables politiques séduit un électorat de plus en large. Il y a donc lieu d'être inquiet car les élections démocratiques peuvent aussi conduire à une amplification des effets de séduction de l'idéologie d'extrême droite si ceux-ci ne sont pas pris suffisamment au sérieux ou contrecarrés par des discours trop généraux. La vigilance et les contre-argumentations s'imposent. La stratégie pour lutter efficacement contre ces partis et autres mouvements doit être

adaptée à chaque situation spécifique, c'est pourquoi il est utile de bien les comprendre.

Bibliographie

- ALIDIÈRES B. (2006), *Géopolitique de l'insécurité et du Front national*, Armand Colin, Paris, 342 p.
- CAMUS J.-Y. (1998), « L'extrême droite en Europe : où, sous quelles formes, pourquoi ? », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 87, p. 21-34, www.revue-pouvoirs.fr/L-extreme-droite-en-Europe-ou-sous.html.
- FOUREST C. et VENNER F. (2011), *Marine Le Pen*, Grasset, Paris.
- GIBLIN B. (1986), « Le Nord-Pas-de-Calais », in LACOSTE Y. (dir.), *Géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, tome 1.
- GIBLIN B. (2011), « Les minorités blanches », *Atlas des minorités*, La Vie, Paris.
- HÉRODOTE (1988), *La France, une nation, des citoyens*, n° 50-51, La Découverte, Paris.
- HÉRODOTE (2010), *Géopolitique de la Russie*, n° 138, La Découverte, Paris.
- KUBASSEK J. (2011), « Pál Teleki ou les espoirs de renaissance de la nation hongroise dans l'entre-deux-guerres », *Hérodote*, La Découverte, Paris, n° 140.
- LACOSTE Y. (1986), *Géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, 3 tomes.
- LACOSTE Y. (1993), « Éditorial », *Hérodote*, La Découverte, Paris, n° 69-70.
- LACOSTE Y. (1997), *Vive la Nation. Destin d'une idée géopolitique*, Fayard, Paris, 344 p.
- LEFEVRE M. (2005), « La région PACA », in GIBLIN B. (dir.), *Nouvelle géopolitique des régions françaises*, Fayard, Paris, 1005 p.
- MONNOT C. et MESTRE A. (2011), *Le Système Le Pen. Enquête sur les réseaux du Front national*, Denoël, Paris, 198 p.
- NOIRIEL G. (1988), *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècle)*, Seuil, Paris.
- PARIZOT L. et LAPRESLE R. (2011), *Un piège bleu Marine*, Calmann-Lévy, Paris, 140 p.
- PERRINEAU P. (1988), « Front national : l'écho politique de l'anomie urbaine », *Esprit*, mars-avril.
- ROBINE J. (2011), *Les Ghettos de la nation. Ségrégation, délinquance, identités, islam*, Vendémiaire, Paris.